




Informations de base	
<b>2022/2104(DEC)</b> DEC - Procédure de décharge Décharge 2021: Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA) <b>Subject</b> 8.70.03.11 Décharge 2021	Procédure terminée

Acteurs principaux				
Parlement européen	<b>Commission au fond</b>		<b>Rapporteur(e)</b>	<b>Date de nomination</b>
	<b>CONT</b> Contrôle budgétaire		CSEH Katalin (Renew)	14/07/2022
			Rapporteur(e) fictif/fictive SARVAMAA Petri (EPP) MANDA Claudiu (S&D) EICKHOUT Bas (Greens /EFA) CZARNECKI Ryszard (ECR) KUHS Joachim (ID) OMARJEE Younous (The Left)	
	<b>Commission pour avis</b>		<b>Rapporteur(e) pour avis</b>	<b>Date de nomination</b>
	<b>ENVI</b> Environnement, santé publique et sécurité alimentaire		CANFIN Pascal (Renew)	12/09/2022
Commission européenne	<b>DG de la Commission</b>		<b>Commissaire</b>	
	Budget		HAHN Johannes	

Evénements clés			
Date	Evénement	Référence	Résumé
23/06/2022	Publication du document de base non-législatif	COM(2022)0323 	
13/09/2022	Annonce en plénière de la saisine de la commission		

22/03/2023	Vote en commission		
11/04/2023	Dépôt du rapport de la commission	A9-0131/2023	
09/05/2023	Débat en plénière		
10/05/2023	Décision du Parlement	T9-0160/2023	Résumé
10/05/2023	Résultat du vote au parlement		
29/09/2023	Publication de l'acte final au Journal officiel		

Informations techniques	
Référence de la procédure	2022/2104(DEC)
Type de procédure	DEC - Procédure de décharge
Autre base juridique	Règlement du Parlement EP 165
État de la procédure	Procédure terminée
Dossier de la commission	CONT/9/09859

Portail de documentation				
<b>Parlement Européen</b>				
Type de document	Commission	Référence	Date	Résumé
Projet de rapport de la commission		PE737.546	20/01/2023	
Avis de la commission	<span style="border: 1px solid red; padding: 2px;">ENVI</span>	PE738.603	13/02/2023	
Amendements déposés en commission		PE742.576	21/02/2023	
Rapport déposé de la commission, lecture unique		A9-0131/2023	11/04/2023	
Texte adopté du Parlement, lecture unique		T9-0160/2023	10/05/2023	Résumé
<b>Conseil de l'Union</b>				
Type de document	Référence	Date	Résumé	
Document de base non législatif complémentaire	06248/2023	13/02/2023		
<b>Commission Européenne</b>				
Type de document	Référence	Date	Résumé	
Document de base non législatif	COM(2022)0323 	23/06/2022		
<b>Autres Institutions et organes</b>				
Institution/organe	Type de document	Référence	Date	Résumé
		N9-0002/2023		

CofA	Cour des comptes: avis, rapport	<a href="#">JO C 412 27.10.2022, p. 0012</a>	27/10/2022
------	---------------------------------	--	------------

Informations complémentaires		
Source	Document	Date
Commission européenne	EUR-Lex	

Acte final
Budget 2023/1880 <a href="#">JO L 242 29.09.2023, p. 0292</a>

## Décharge 2021: Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA)

2022/2104(DEC) - 10/05/2023 - Texte adopté du Parlement, lecture unique

Le Parlement européen a décidé de **donner décharge** au directeur exécutif de l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA) pour l'exercice 2021 et d'approuver la clôture des comptes pour cet exercice.

Notant que la Cour des comptes a déclaré avoir obtenu une assurance raisonnable que les comptes annuels de l'Autorité pour l'exercice 2021 sont fiables et que les opérations sous-jacentes sont légales et régulières, le Parlement a adopté, par 578 voix pour, 56 voix contre et 4 abstentions, une résolution contenant une série de recommandations qui font partie intégrante de la décision de décharge et qui complètent les recommandations générales formulées dans la [résolution](#) sur la performance, la gestion financière et le contrôle des agences de l'Union européenne.

### *États financiers de l'Autorité*

Le budget final de l'Autorité pour l'exercice 2021 s'élevait à **129.179.801,95 EUR**, soit une augmentation de 25,39% par rapport à 2020.

### *Gestion budgétaire et financière*

Les efforts de suivi budgétaire au cours de l'exercice 2021 se sont traduits par un taux d'exécution budgétaire des crédits d'engagement de l'année en cours de 99,99%, soit une légère augmentation de 0,01% par rapport à 2020. Le taux d'exécution des crédits de paiement s'est établi à 88,85%, soit une augmentation de 0,44% par rapport à 2020.

### *Autres observations*

Le Parlement a également formulé un certain nombre d'observations concernant les performances, la politique du personnel, les conflits d'intérêts et la numérisation.

Il a notamment souligné que :

- le plan de travail de l'Autorité pour 2021 a été exécuté au titre de la stratégie 2020, que le conseil d'administration avait décidé de prolonger d'un an en raison de la pandémie de SRAS-CoV-2;
- en 2021, l'Autorité a finalisé 704 questions au moyen d'avis scientifiques, de rapports techniques et de publications complémentaires, soit 81 de moins que les 785 prévus;
- au 31 décembre 2021, le tableau des effectifs était pourvu à 98,16%, avec 5 fonctionnaires et 368 agents temporaires nommés sur 380 postes autorisés dans le cadre du budget de l'Union (contre 354 postes autorisés en 2020);
- l'Autorité continue de ne pas publier en ligne les CV des membres de son conseil d'administration;
- l'Autorité est invitée à assurer un niveau élevé de conformité avec les règles en matière de conflits d'intérêts et de transparence dans toutes ses activités;
- des règles plus systématiques sur la transparence, les incompatibilités, les conflits d'intérêts, le lobbying illégal et le pantouflage devraient être mises en place. L'Autorité devrait également renforcer ses mécanismes de contrôle interne, y compris la mise en place d'un mécanisme interne de lutte contre la corruption;

- l'Autorité a lancé sa première campagne de communication numérique paneuropéenne en 2021, visant à expliquer de manière accessible le fondement scientifique qui sous-tend la sécurité alimentaire dans l'Union et à aider à prendre des décisions éclairées sur les choix alimentaires;
- l'Autorité s'efforce de combler les lacunes dans l'évaluation des risques réalisée par le groupe scientifique de l'Autorité sur les organismes génétiquement modifiés;
- l'Autorité a entamé des travaux sur une série importante de mandats relatifs au bien-être des animaux, notamment en ce qui concerne le transport des animaux, qui constitueront la base de la nouvelle législation en cours d'élaboration dans ce domaine.